



INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,  
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING QUESTIONS OF  
INTERPRETATION AND APPLICATION OF  
THE 1971 MONTREAL CONVENTION ARISING  
FROM THE AERIAL INCIDENT  
AT LOCKERBIE

(LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA v. UNITED KINGDOM)

ORDER OF 30 MARCH 1998

**1998**

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,  
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE RELATIVE À DES QUESTIONS  
D'INTERPRÉTATION ET D'APPLICATION  
DE LA CONVENTION DE MONTRÉAL DE 1971  
RÉSULTANT DE L'INCIDENT AÉRIEN  
DE LOCKERBIE

(JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE c. ROYAUME-UNI)

ORDONNANCE DU 30 MARS 1998

Official citation:

*Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom), Order of 30 March 1998, I.C.J. Reports 1998, p. 237*

---

Mode officiel de citation:

*Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni), ordonnance du 30 mars 1998, C.I.J. Recueil 1998, p. 237*

ISSN 0074-4441  
ISBN 92-1-070765-6

Sales number	<b>701</b>
N° de vente:	

## COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1998

30 mars 1998

1998  
30 mars  
Rôle général  
n° 88

AFFAIRE RELATIVE À DES QUESTIONS  
D'INTERPRÉTATION ET D'APPLICATION  
DE LA CONVENTION DE MONTRÉAL DE 1971  
RÉSULTANT DE L'INCIDENT AÉRIEN  
DE LOCKERBIE

(JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE c. ROYAUME-UNI)

## ORDONNANCE

*Présents*: M. WEERAMANTRY, *vice-président, faisant fonction de président en l'affaire*; M. SCHWEBEL, *président de la Cour*; MM. ODA, BEDJAOUI, GUILLAUME, RANJEVA, HERCZEGH, SHI, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, PARRA-ARANGUREN, KOOLMANS, REZEK, *juges*; sir Robert JENNINGS, M. EL-KOSHERI, *juges ad hoc*; M. VALENCIA-OSPINA, *greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu l'article 48 du Statut de la Cour et les articles 31, 44 et 79 de son Règlement,

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 3 mars 1992, par laquelle la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste a introduit une instance contre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au sujet d'un «différend entre la Libye et le Royaume-Uni concernant l'interprétation ou l'application de la convention de

Montréal» du 23 septembre 1971 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile,

Vu l'ordonnance en date du 19 juin 1992, par laquelle la Cour, compte tenu des demandes des Parties, a notamment fixé au 20 juin 1995 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire du Royaume-Uni,

Vu les exceptions préliminaires, portant sur la compétence de la Cour pour connaître de l'affaire et sur la recevabilité de la requête, qui ont été présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni dans le délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire;

Considérant que la Cour, par arrêt en date du 27 février 1998, a dit qu'elle a compétence, sur la base du paragraphe 1 de l'article 14 de la convention de Montréal du 23 septembre 1971, pour connaître des différends qui opposent la Libye au Royaume-Uni en ce qui concerne l'interprétation ou l'application des dispositions de cette convention; a dit que la requête déposée par la Libye le 3 mars 1992 est recevable; et a déclaré que l'exception du Royaume-Uni, selon laquelle les résolutions 748 (1992) et 883 (1993) du Conseil de sécurité auraient privé les demandes de la Libye de tout objet, n'a pas, dans les circonstances de l'espèce, un caractère exclusivement préliminaire;

Considérant qu'aux fins de se renseigner auprès des Parties sur la suite de la procédure le vice-président, faisant fonction de président en l'affaire, a reçu leurs agents le 24 mars 1998;

Compte tenu des vues des Parties,

*Fixe* au 30 décembre 1998 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire du Royaume-Uni;

*Réserve* la suite de la procédure.

Fait en anglais et en français, le texte anglais faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le trente mars mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le vice-président,

(*Signé*) Christopher G. WEERAMANTRY.

Le greffier,

(*Signé*) Eduardo VALENCIA-OSPINA.